

**Alexandre Zapolsky,**  
chantre du logiciel libre

## L'open source au service de la souveraineté numérique

Quand il disait au début des années 2000 que le logiciel open source était la solution pour lutter contre l'hégémonie numérique américaine, **on prenait Alexandre Zapolsky pour un fou**. Vingt-cinq ans plus tard, son entreprise Linagora figure parmi les acteurs majeurs du plan France 2023 lancé par Emmanuel Macron, qui vise notamment à créer un numérique souverain.

64

Ces logiciels en open source sont aujourd'hui autant utilisés par le ministère de l'Intérieur que par LCL ou le Crédit Agricole. Après avoir plaidé de si longues années pour la création d'un comité stratégique de filière numérique de confiance, Zapolsky aimerait désormais impulser un Open Source Act pour mieux définir et porter le secteur. C'est à sa « Villa Good Tech », située sur l'île Saint-Germain à Issy-les-Moulineaux, non loin des bureaux des géants de la tech, que nous l'avons rencontré.

**Vous prêchez depuis des années pour une troisième voie numérique, un numérique alternatif à celui des GAFAM américains et des BATX chinois, qui passe par l'open source. En clair ?**

En développant du numérique sur le modèle du logiciel propriétaire, on devient naturellement une proie des géants américains – du reste, la « vocation » de la plupart des éditeurs français n'est-elle pas d'ailleurs d'être rachetés à un moment ! Pour casser ce cercle

vicieux, il fallait autre chose. Je me suis donc intéressé à Linux et au logiciel libre, un moyen de jouer la même compétition mais avec des règles complètement différentes. Plus besoin de grandes levées de fonds, car vous développez vos logiciels en lien avec des communautés, donc vous externalisez une grande partie de la R&D.

**Comment fonctionne le travail avec ces communautés ?**

On récupère des briques technologiques développées par d'autres en se reposant sur des géants qui ne sont ni américains ni chinois, mais qui sont des communautés géantes. Il existe des communautés très puissantes, comme la fondation Apache ou la Linux Foundation. Et d'ailleurs, les GAFAM et les BATX construisent tous leurs services numériques à base de composants open source !

**En contrepartie, tout un chacun sera à même d'utiliser vos solutions numériques gratuitement ?**



Je préfère que les gens utilisent notre logiciel plutôt qu'un logiciel concurrent. Si vous n'acceptez pas ça, vous n'êtes plus dans le logiciel libre. Les grandes organisations ont vocation à utiliser des « communs numériques », car avec le modèle traditionnel de paiements à l'usage, dans l'hypothèse où votre entreprise compte 100 000 ou 500 000 employés, vous payez autant de fois la

licence, ce qui coûte une fortune ! Ces entreprises ont donc intérêt à venir sur des acteurs comme Linagora.

**Comment utilisez-vous l'IA pour faire évoluer votre solution de workplace numérique, Twake, équivalent de la suite Microsoft 365 en version open source ?**

Une entreprise, c'est beaucoup de réunions et de synchronisation entre plusieurs équipes. Mais cette intelligence collective sera en grande partie perdue à cause de mauvaises retranscriptions ou de résumés des réunions déficients. On prend mal les décisions, on n'organise pas correctement les *to do lists*, les *outputs* intéressants sont souvent vite perdus. L'IA automatise tout ça, la transcription, la prise de notes, les comptes rendus dans des formats spécifiques...

**De quoi obtenir une vision quasi omnisciente de l'activité de l'entreprise...**

Tout ça va en effet alimenter une IA d'entreprise qui s'enrichit au fur et à mesure du temps. Si je veux savoir qui a déjà travaillé sur tel protocole chez Linagora, mon IA va me dire : Benoît est le premier à avoir travaillé là-dessus, il a travaillé avec René au Vietnam, mais depuis que Benoît est revenu en France, il travaille avec Mehdi, etc. De quoi aller voir les bonnes personnes, entretenir des inférences avec l'IA qui fait remonter des documents, par exemple.

**Avec l'IA, vous changez presque un peu de métier...**

On se déplace en effet d'un fournisseur de solutions et de fonctions logicielles à un fournisseur d'expérience et de gain de productivité, ce qui réouvre la compétition. Sur le créneau de la *digital workplace* augmentée et *open source*, on est quasiment les seuls. Je n'ai pas peur d'imaginer Linagora à un horizon de cinq ou dix ans capable de se tailler une part de marché significative en Europe, face à Microsoft ou d'autres.

**Vous avez d'ailleurs initié la création de la communauté Open LLM France en 2023 pour créer une IA**

**souveraine, dans la foulée de l'appel à projet France 2030 lancé par Emmanuel Macron. Où en est-on ?**

L'appel à projet avait vocation à créer des communs numériques dans le domaine de l'IA générative. Concrètement, créer des briques *open source* pour améliorer l'IA générative. On a donc présenté un dossier avec la communauté Open LLM France, qui compte aujourd'hui plus de 750 personnes, dont beaucoup de chercheurs du CNRS ou de l'Inria. C'est avant tout un *discord* [plate-forme de communication par le biais de chats privés ou publics appelés serveurs, ndr] organisé sur six domaines. Quand on a voulu répondre à cet appel à projet, on a lancé un message dans la communauté OpenLLM France qui demandait qui était intéressé. Et tout un tas de gens nous ont dit qu'ils voulaient faire ci ou ça. On va notamment bâtir un modèle fondation avec un cas d'usage pour le domaine de l'éducation, l'idée est d'avoir par exemple une IA qui aide les jeunes à mieux apprendre les maths.

**À quel point est-il important que la France développe un numérique souverain ?**

Le numérique est la mère de toutes les batailles. On ne peut pas construire l'industrie du futur et s'y montrer compétitif si l'on n'est pas bon dans le numérique. On vit aujourd'hui dans une colonie numérique, avec une prédominance des acteurs américains. On est très contents d'avoir réussi à créer un comité stratégique de filière numérique de confiance, il faut maintenant que l'Europe se dote aussi d'un vecteur d'intervention beaucoup plus puissant. Et il faut rapprocher les décisionnaires politiques des acteurs qui « font ». Parce que dans nos métiers, ceux qui savent sont ceux qui font.

PROPOS RECUEILLIS PAR JBC

**« On ne peut pas construire l'industrie du futur et s'y montrer compétitif si l'on n'est pas bon dans le numérique. »**

65